

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 33 (1941)
Heft: 3

Artikel: Économie continentale? Part 2
Autor: Keller, Georges
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384262>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

<i>Dépenses moyennes par ha.</i>					
<i>Service des intérêts.</i>					
<i>Capital du domaine:</i>	Fr.	Fr.	0/0	0/0	0/0
Capital terre	98,90				
Constructions	89,40	188,30			15,58
Amélioration des terres	1,86				
Capital plantes	27,60				
<i>Capital fermier:</i>					
(Capital mobilier)	82,55	112,01			
		300,31		24,83	
Totaux des amortissements	119,12		9,86		
Diminution des avances de cultures et provisions en magasin	24,84		2,06		
Frais d'exploitation	276,38		22,87		
Frais de main-d'œuvre	488,02		40,38		
		908,36		75,17	
					84,42
Au total		1208,67		100,00	100,00

Economie continentale?

Par *Georges Keller.*

II.

Des difficultés naturelles qui s'opposent à un bloc économique européen.

La condition essentielle à la réalisation d'une communauté économique européenne autarcique est un espace suffisant. En effet, le but de toute « économie spatiale » est de réaliser l'autarcie, sinon totale, du moins la plus large possible. Un bloc économique ou d'« économie spatiale » obligé d'importer en provenance d'autres blocs économiques ses principales denrées alimentaires et matières premières serait la négation même du but proposé, une vivante contradiction. Le ministre de l'économie du Reich, Funk, s'en est parfaitement rendu compte lorsqu'il a exposé ses vues sur la reconstruction économique de l'Europe après la guerre. C'est pourquoi il a posé le principe de « l'indépendance économique de l'espace européen ». « Nous devons nous efforcer, dans la plus large mesure possible, de produire dans l'espace économique européen, et en quantité suffisante, tous les produits permettant de rendre cet espace indépendant des autres blocs économiques. Nous avons donc l'obligation de garantir sa liberté économique. » Il ressort de cette déclaration que les puissances de l'Axe sont bien décidées à développer le régime de l'autarcie en Europe.

Ici se pose la question de savoir dans quelle proportion ce but peut être réalisé. De 1935 à 1938, les importations supplémen-

taires de céréales panifiables nécessitées pour l'alimentation de la population européenne ont atteint en moyenne 4 millions de tonnes par an. La plus grande partie venait d'Amérique. Etant donné les conditions climatiques du continent, cette dépendance est encore plus forte en ce qui concerne les fourrages. Par exemple, les fruits oléagineux, qui jouent un rôle essentiel dans l'affouragement moderne, sont pour ainsi dire entièrement importés d'outre-mer. Les importations supplémentaires de maïs proviennent presque entièrement d'Amérique. Il en est de même du tabac, des épices, du café, du thé, etc. En 1938, l'Allemagne a importé pour 148 millions de marks de café; cette somme est supérieure de 20 pour cent à celle des importations de beurre. Rappelons que le 90 pour cent de la consommation européenne de café est importée du continent américain.

Comme on le voit, les « bases alimentaires » de l'Europe ne suffisent pas à lui assurer l'autarcie dans ce domaine. On peut objecter qu'une intensification des cultures dans l'Est et le Sud-Est européens réduirait fortement notre état de dépendance. Cet accroissement de la production serait tout juste suffisant pour couvrir les besoins de l'Allemagne en céréales panifiables. Ceux des autres pays ne seraient pas couverts. Mais, même en admettant ce que nous estimons impossible, à savoir que les pays de l'Est et du Sud-Est soient en mesure de couvrir les besoins du continent en céréales panifiables, nous serions encore très éloignés d'une solution du problème alimentaire considéré dans son ensemble. En effet, la difficulté principale ne réside pas dans le déficit de céréales panifiables mais de fourrages. Or, ces derniers ne peuvent pas être produits en quantité suffisante par les pays de l'Est et du Sud-Est. En d'autres mots, l'économie laitière et l'approvisionnement du continent en viande demeurerait dépendants de l'étranger.

A ces difficultés naturelles viennent s'en ajouter d'autres, de nature économique. En temps normal, le principal fournisseur de denrées alimentaires est le continent américain. La force des exportateurs américains de céréales réside dans leur grosse capacité de concurrence, assurée par leurs méthodes industrielles de culture et les bas prix des frets maritimes. Ces conditions ne sont pas remplies par les pays de l'Est et du Sud-Est, qui ne sont pas en mesure de livrer à des conditions aussi avantageuses que l'Amérique. Si l'Europe acceptait de renoncer aux importations de céréales américaines, il en résulterait une augmentation sensible du coût de la vie. L'accroissement de la production agricole dans l'Est et le Sud-Est européens ne permettrait dans aucun cas, même dans le plus favorable, une solution satisfaisante du problème alimentaire de l'espace européen.

On objectera que les possibilités du continent africain pourraient être mieux développées. Il suffit de jeter un regard sur la statistique du commerce extérieur pour se rendre compte que le

continent noir ne joue presque aucun rôle dans l'approvisionnement de l'Europe. Ses exportations de blé et de maïs n'entrent pour ainsi dire pas en considération. Seules ses livraisons de cacao sont considérables. La sécheresse et d'autres conditions climatiques limitent fortement la fertilité du sol africain. Il est peu probable qu'il en soit autrement à l'avenir.

Ces quelques indications suffisent à démontrer que l'approvisionnement de l'Europe en produits alimentaires de première nécessité est très déficitaire et que notre continent est loin de remplir les conditions nécessaires à une autarcie alimentaire.

Ce serait enfoncer des portes ouvertes que de s'évertuer encore une fois à démontrer que l'Europe est largement dépendante des autres continents en ce qui concerne son approvisionnement en matières premières industrielles. A l'exception du charbon, du minerai de fer et de bauxite, elle manque de tous les autres produits de base. C'est particulièrement le cas pour le textile, notamment pour le coton, la laine et le jute. Il en est de même du cuivre, du plomb, de l'étain, etc. Notre continent ne produit pas de caoutchouc naturel et ses réserves de pétrole sont insuffisantes. Mais notre pénurie en matières premières a été démontrée trop souvent pour que nous entreprenions de la souligner encore une fois. Nous devons nous concentrer sur la question de savoir si vraiment l'utilisation des ressources de l'Afrique, que Mussolini a appelée « le continent complémentaire », est capable de suppléer à nos déficiences et de nous permettre de réaliser l'autarcie.

En 1937, selon les indications de l'annuaire statistique allemand de 1938, l'Europe consommait 10,364,000 balles de coton; le 80 pour cent, soit 8,1 millions de balles provenaient d'Amérique, 1,3 million (11 pour cent) des Indes orientales et 935,000 balles seulement d'Egypte (9 pour cent environ). Au cours de la même année, l'Allemagne a consommé 1,1 million de balles, dont 0,9 million en provenance d'Amérique, 0,2 million des Indes orientales et 0,1 million seulement d'Egypte. En dépit de ses colonies, la Grande-Bretagne importe presque la moitié de son coton des Etats-Unis. Quant à la laine, la part de l'Afrique aux importations européennes ne dépasse pas 10 pour cent. A part la laine et le coton, elle n'exporte pas d'autres matières premières textiles vers l'Europe (à l'exception peut-être de l'alfa).

En 1938, la consommation européenne de cuivre a été de 878,000 tonnes; pour la même année, la production totale du continent africain n'a pas dépassé 351,000 tonnes. La dépendance de l'Europe à l'égard de l'Amérique demeure donc très importante. Par ailleurs, l'Afrique ne produit que de faibles quantités de zinc, d'étain, de nickel et de plomb; il en est de même pour le pétrole et le caoutchouc. Par contre, l'Afrique possède de riches mines d'or; mais, étant donné l'attitude adoptée par le Reich en face de ce métal, leur importance est devenue « douteuse ». Nous pouvons donc en conclure que l'Afrique ne joue qu'un rôle très secon-

daire pour l'approvisionnement de l'Europe en matières premières industrielles de première importance. On prétend, pourtant, que l'Afrique n'est encore qu'insuffisamment explorée et que les richesses de son sous-sol sont encore loin d'être rationnellement exploitées. Mais ce ne sont là que des suppositions; on ignore si elles seront confirmées. Par ailleurs, il n'est pas certain que l'exploitation de ces richesses soit rentable. Comme on le sait, la question du prix de revient est décisive dans le domaine économique et tout particulièrement dans une économie fortement industrialisée. (La fabrication de succédanés autarciques à des prix bien supérieurs aux prix mondiaux et l'abandon momentané du principe du prix de revient ne sont, à notre avis, que des phénomènes passagers qui n'infirmement en rien l'importance décisive du prix de revient. *Réd.*)

Nous pouvons donc en conclure que la capacité du sol et du sous-sol de « l'espace économique » européen — même en lui adjoignant celle du « continent complémentaire » — est insuffisante à assurer l'indépendance économique de l'Europe. Quelle que soit sa nouvelle organisation, notre continent continuera de demeurer étroitement dépendant des autres et, partant, de l'économie mondiale.

Une autre question, d'une importance vitale, est de savoir si la création d'un bloc économique européen entraînera pour tous les partenaires une amélioration ou une baisse du niveau de vie de chacun d'eux. Comme on le sait, le but des puissances de l'Axe est d'exclure radicalement la Grande-Bretagne du continent européen en tant que grande puissance économique et politique.

La Grande-Bretagne et le marché mondial.

Quelle est l'importance de la Grande-Bretagne pour le marché européen? Nous l'avons déjà vu, aucun pays du monde n'importe davantage que l'Angleterre. En 1936, la valeur de ses importations s'inscrivait à 793 millions de livres sterling; pour l'Allemagne, ce chiffre ne dépassait pas 342 millions. Il faut également prendre en considération le fait que la plus grande partie des importations britanniques sont en provenance de pays européens. Réparties par continents, les importations britanniques s'établissent comme suit: Europe 34,5 pour cent, Afrique 7,5 pour cent, Asie 12,8 pour cent, Amérique du Nord 20,1 pour cent, Amérique du Sud 12,7 pour cent, Australie 12,6 pour cent. La Grande-Bretagne est donc le meilleur et le plus important client de l'Europe. Pour quelques Etats, le marché anglais a une importance vitale. « Les pays scandinaves sont, à côté des Etats-Unis, les plus gros fournisseurs de la Grande-Bretagne. A eux seuls, ils livrent autant que l'Allemagne, les Pays-Bas et la France ensemble. » (« Les pays scandinaves et l'économie mondiale », Copenhague, 1938.) 40 pour cent des exportations scandinaves (60 pour cent pour le Danemark) sont dirigées vers l'Angleterre. Les pays scandinaves, avant la guerre, couvraient presque

entièrement les besoins britanniques en bois, pâte de bois et dérivés, le 42 pour cent des importations de papier et le 24 pour cent de celles de minerai de fer. La Grande-Bretagne occupe le premier rang dans les exportations des Pays-Bas; il en était de même pour la France et la Belgique. En ce qui concerne l'Allemagne, la Grande-Bretagne figurait au second rang des pays importateurs de produits allemands. Ces quelques renseignements suffisent à marquer le rôle du marché britannique pour quelques-uns des pays européens les plus importants. Dans ces conditions, un affaiblissement sensible du pouvoir d'achat britannique suffirait, à lui seul, à entraîner des conséquences désastreuses pour l'ensemble de l'économie européenne. On n'imagine que difficilement la catastrophe économique qui résulterait d'une exclusion totale de la Grande-Bretagne du circuit économique européen! Comment remplacer le marché britannique? L'Allemagne n'est pas en mesure de le faire, tout d'abord parce que ses importations complémentaires de denrées alimentaires sont fortement inférieures à celles de la Grande-Bretagne, où elles atteignent les trois cinquièmes de la consommation totale. La France est pour ainsi dire indépendante de l'étranger en ce qui concerne la production des denrées alimentaires de première nécessité*. Les exportations néerlandaises et scandinaves sont principalement composées de denrées alimentaires. En revanche — et c'est caractéristique — ces pays figurent parmi les débouchés les plus importants des pays industriels. Les Pays-Bas figurent au premier rang des importateurs de produits allemands. Avec une population de 16 millions seulement, les pays scandinaves occupent le quatrième rang parmi les pays importateurs. La disparition du marché britannique serait donc un désastre pour ces Etats. Leur population ne serait plus en mesure de maintenir son haut standard de vie, lui aussi facteur de richesse pour les pays dont cette population absorbe les marchandises.

Et quelles sont les perspectives pour les pays agricoles du Sud-Est? Les plans allemands prévoient une « division raisonnable du travail » entre les divers Etats et régions géographiques. Le Sud-Est doit avant tout fournir des denrées alimentaires et des matières premières. Or, la condition essentielle du développement de ces pays n'est pas dans le retour à un régime agricole intégral, mais bien dans le développement de leur industrie. C'est ce que vient d'exposer récemment le ministre du commerce de Yougoslavie, en des termes qui ne manquent pas de précision:

« La Yougoslavie est un pays agraire où domine la petite propriété. Près du tiers de toutes les exploitations agricoles ont une superficie ne dépassant pas de deux à trois hectares. La grande propriété foncière ne joue qu'un rôle très secondaire. L'intensification de la production agricole — désirable et possible dans une certaine mesure — se heurte à des limites assez précises, en partie naturelles, en partie économiques. La population, dont le 75 pour cent vit à la

* Soulignons que toutes ces considérations s'appliquent à des conditions normales.

campagne, s'accroît naturellement et trouve de moins en moins, et toujours plus difficilement, du travail dans l'agriculture. Le problème de la surpopulation agricole est des plus graves pour notre pays. Si l'on se base sur la population agricole par unité de surface cultivable, la Yougoslavie est plus peuplée que l'Allemagne et d'autres pays. Dans ces conditions, le problème de la création d'occasions de travail pour cette population supplémentaire doit être cherché avant tout dans le développement de l'industrialisation, mais organique et basé sur la transformation des matières premières dont dispose le pays.»

Cette solution naturelle, les pays du Sud-Est ne peuvent la mettre à exécution parce qu'il a plu au ministre de l'économie du Reich de déclarer que « c'est une folie économique si chaque petit pays se mêle de développer, avec des frais énormes, des industries déficitaires n'ayant aucun droit à l'existence et ne pouvant vivre qu'à l'aide de mesures artificielles, de subventions, d'interdictions à l'importation et de droits de douane prohibitifs ». On oublie seulement que l'Allemagne, au début de son développement industriel, a recouru exactement aux mêmes méthodes. Comme le dit très justement le professeur Eulenburg: « En Allemagne, nous citons volontiers List, mais en oubliant d'appliquer aux autres pays ses thèses, dont nous ne mettons pas un instant l'évidence en doute. » Maintenir aux pays du Sud-Est leur caractère agricole, les obliger à renoncer, au développement de leur industrialisation, telle est la signification des accords économiques à longue échéance que le Reich a passés avec ces Etats, accords par lesquels il s'engage à importer une grande partie de leur production. Cette réglementation, d'une valeur douteuse, a été payée à trop haut prix. En effet, on ne saurait assez souligner — et les expériences de près d'un siècle le confirment — que seul le développement de l'industrialisation constitue la condition essentielle de l'accroissement du pouvoir d'achat des pays dont la surpopulation agricole s'accroît progressivement. Cette constatation s'applique d'autant plus fortement aux Etats du Sud-Est que leur production agricole est assurée en grande partie par de petites exploitations. Nous pouvons donc en conclure que la création d'un bloc économique européen sous la conduite des puissances de l'Axe, loin d'avoir pour conséquence une augmentation risquée, au contraire, de déterminer un avilissement du niveau de vie des pays du Sud-Est européen.

Le rôle des Etats-Unis.

Il nous reste encore à examiner le rôle des Etats-Unis dans la vie économique de l'Europe. Il n'est pas sans importance. Le commerce extérieur américain — dont les exportations atteignent 3 milliards de dollars en chiffre rond — occupe le deuxième rang des exportations mondiales. Avant la guerre, le 40 pour cent de ses exportations étaient dirigées vers l'Europe, la plus grande partie vers la Grande-Bretagne. Cette dernière absorbe le 16 pour cent des exportations américaines; ce chiffre n'est que de 3,8 pour cent pour l'Allemagne. C'est ce qui explique pourquoi les Etats-Unis ont un grand intérêt économique à la victoire de l'Angleterre. C'est

une grande illusion de croire qu'un bloc économique européen et autarcique soit en mesure de remplacer pour les Etats-Unis le marché britannique.

Nous sommes donc autorisés à affirmer que, quelle que soit l'issue de la guerre, la fin du conflit trouvera l'Europe plus dépendante encore des Etats-Unis que ce n'a été le cas après la guerre mondiale. Et cela pour la simple raison que les dégâts causés par l'aviation sont infiniment plus graves que les destructions de la dernière guerre. Si le conflit se prolonge encore longtemps — et les deux adversaires semblent assez d'accord sur ce point — il en résultera un effroyable appauvrissement de l'Europe. Notre continent n'étant pas en mesure de se suffire à lui-même en temps de paix et de prospérité, que sera-ce après la guerre lorsque les principaux centres de production, des villes, des installations vitales de toutes sortes auront été détruits! C'est pourquoi la position que prendront les Etats-Unis en face des problèmes de la réorganisation de l'Europe est de la plus haute importance. Pour le moment, les Etats-Unis ne se préoccupent guère d'économie « spatiale » ou continentale, mais avant tout d'aider aussi efficacement que possible la Grande-Bretagne. Plus la guerre est appelée à se prolonger et plus nous devons considérer avec scepticisme le plan d'un bloc continental européen sous la conduite des puissances de l'Axe. D'ailleurs, ce plan nous remet en mémoire un vieux proverbe: La soupe n'est jamais mangée aussi chaude qu'elle est servie.

Conjoncture.

La situation dans l'industrie.

Au cours des deux derniers trimestres de 1940, la situation de l'économie suisse a été caractérisée par une intense activité; dans la plupart des industries, le degré d'occupation a atteint le maximum et, dans quelques professions, on a même enregistré une pénurie de main-d'œuvre. Quoi qu'il en soit, vers la fin de l'année, sont apparus les premiers signes de l'épuisement de nos réserves de matières premières. Ici et là, leur distribution a été rationnée. Pourtant, pour la moyenne des industries, cette situation n'a pas encore eu de répercussion sensible sur le degré d'occupation. En décembre 1940, la moyenne des ouvriers occupés était exactement aussi élevée qu'en septembre de la même année. Les pronostics des employeurs sur les perspectives d'activité sont légèrement plus favorables que l'année précédente et nettement meilleures qu'au cours de l'été dernier, où l'incertitude la plus absolue régnait en ce qui concerne l'évolution ultérieure.

Nous donnons ci-dessous les principaux résultats des enquêtes de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail sur la situation dans l'industrie. L'enquête du quatrième trimestre, un peu plus étendue que celles des trimestres précédents, a porté sur 2686 entreprises occupant 241,391 ouvriers.

Les perspectives d'activité vues par les employeurs.

Pour le dernier trimestre de 1940, elles sont estimées « bonnes » pour le 41 % des entreprises occupant le 55 % des ouvriers; elles sont considérées